



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L' AISNE
PREFET DES ARDENNES

*Direction départementale
des territoires*

Service Environnement

*Unité gestion des Installations
Classées pour la Protection de
l'Environnement, Déchets*

N° Dossier : 9036

IC/2014/ 038

**ARRÊTÉ INTER-PRÉFECTORAL portant
enregistrement de l'exploitation par la SCEA
GRANDE JEANNE, Madame WOIMANT
Sophie et Monsieur WOIMANT Hervé, d'un
élevage de 190 vaches laitières et/ou mixtes et de
258 bovins à l'engraissement sur les communes
de MARTIGNY (02), BANCIGNY (02) et
ROCQUIGNY (08) et de l'épandage des
effluents issus de cet élevage sur les communes
de MARTIGNY (02), AUTREPPES (02),
ERLOY (02) et ROCQUIGNY (08)**

**Le Préfet de l'Aisne ,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Le Préfet des Ardennes,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

VU le Règlement (UE) n° 142/2011 de la Commission du 25 février 2011 portant application du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et portant application de la directive 97/78/CE du Conseil en ce qui concerne certains échantillons et articles exemptés des contrôles vétérinaires effectués aux frontières en vertu de cette directive ;

VU la directive 91/676/CEE du Conseil des communautés européennes du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ;

VU la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution ;

VU le code de l'environnement, notamment l'article L.511-1 et R.211-80 à R.211-81-5 ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L.226-1 au L.226-9 ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le décret n° 2011-842 du 15 juillet 2011 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 26 février 2002 relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration ;

VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en oeuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté du Préfet de région établissant le référentiel régional de mise en oeuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Picardie du 21 août 2012 pris en application de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 ;

VU la demande du 24 mars 2010, complétée le 4 novembre 2010, par la SCEA GRANDE JEANNE, Madame Sophie WOIMANT et Monsieur Hervé WOIMANT, dont le siège social est fixé 10 rue Grande Jeanne 02500 MARTIGNY, a sollicité l'autorisation d'exploiter, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, un élevage de 190 vaches laitières et/ou mixtes et de 258 bovins à l'engraissement, sur le territoire des communes de MARTIGNY (02), BANCIGNY (02) et ROCQUIGNY (08) ;

VU le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

VU la décision du Président du Tribunal administratif d'Amiens du 24 janvier 2011 désignant Madame Elisabeth CANON, directrice d'établissement agricole en retraite, en qualité de commissaire enquêteur ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 24 février 2011 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 27 avril 2011 au 27 mai 2011 inclus sur le territoire des communes de MARTIGNY (02), BANCIGNY (02), SAINT-MICHEL (02), AUTREPPES (02), ERLOY (02), PLOMION (02), JEANTES (02), NAMPCELLES LA COUR (02), BESMONT (02), BUCILLY (02), ROCQUIGNY (08) et LA ROMAGNE (08) ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

VU les publications du 31 mars 2011 de cet avis dans deux journaux locaux publiés dans les départements de l'Aisne et des Ardennes ;

VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur en date du 15 juin 2011 ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de la commune de MARTIGNY ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

VU le rapport et l'avis de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement du 18 août 2011 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Aisne dans sa séance du 23 septembre 2011 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des Ardennes dans sa séance du 15 décembre 2011 ;

VU le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 20 novembre 2013 ;

VU la télécopie en date du 3 décembre 2013 du demandeur indiquant n'avoir aucune observation à formuler sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la totalité du département de l'Aisne est classée en zone vulnérable et qu'aucune zone n'est en excédant structurel ;

CONSIDÉRANT que l'installation doit être réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD), en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT qu'en vue d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1, le Préfet peut assortir l'enregistrement de prescriptions particulières complétant ou renforçant les prescriptions générales applicables à l'installation ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles que définies par l'arrêté ministériel du 24 octobre 2011 susvisé et complété par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique et la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces prescriptions techniques complémentaires assurent la protection des milieux aquatiques et de la ressource en eau, par le respect de mesures individuelles et réglementaires prises en application du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le décret n° 2011-842 du 15 juillet 2011 a modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement durant l'instruction de cette demande d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'enregistrement sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu,

SUR PROPOSITION de Monsieur le directeur départemental des territoires,

ARRÊTE :

Titre 1. PORTÉE DE L'ENREGISTREMENT ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 : BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'ENREGISTREMENT

Article 1.1 - Exploitant titulaire de l'enregistrement

Les installations exploitées par la SCEA GRANDE JEANNE, par Madame Sophie WOIMANT et Monsieur Hervé WOIMANT, ainsi que le plan d'épandage présenté dans la demande susvisée du 24 mars 2010, complétée le 4 novembre 2010, sont enregistrés sous réserve du respect de l'arrêté ministériel du 24 octobre 2011 susvisé et des prescriptions spécifiques du présent arrêté.

Ces installations sont composées d'un atelier de 190 vaches laitières et/ou mixtes et de 258 bovins à l'engraissement, réparti sur les trois sites suivants :

<u>Site 1</u>	10 rue Grande Jeanne 02500 MARTIGNY	Parcelles cadastrales : ZT 34, 35, 58, 59, 62, 63, 64, 94 et 96
<u>Site 2</u>	Rue d'En bas 02140 BANCIGNY	Parcelles cadastrales : ZD 62 et 63
<u>Site 3</u>	« Le Champ Gaillard » 08220 ROCQUIGNY	Parcelles cadastrales : B 27, 28 et 29

ARTICLE 2 : NATURE DES INSTALLATIONS

Article 2.1 - liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

N° de rubrique de la nomenclature	Désignation de la rubrique concernant les installations ou activités	Éléments caractéristiques	Régime du projet
	Bovins (Établissements d'élevage, vente, transit, etc., de)		
2101-2b	2. Élevage de vaches laitières et/ou mixtes : b) de 151 à 200 vaches	190 vaches	E
	Bovins (élevage de veaux de boucherie et/ou de bovins à l'engraissement):		
2101-1b	b) de 201 à 400 bovins à l'engraissement	258 bovins à l'engraissement	DC
	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public		
1530-3	3. supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure ou égale à 20 000 m ³	Stockage de paille : 1 800 m ³ (sites 1, 2 et 3) supérieur à 1 000 m ³ et inférieur ou égal à 20 000 m ³	D
	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa ; la puissance absorbée étant < à 10 MW		
2920		Tank à lait : = 21,9 kW	NC
	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de)		
	2 -Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) Représentant une capacité équivalente totale inférieure ou égale à 10 m ³ :		
1432-2	Site 1: 1x1 000 l soit 200 litres équivalents et 1 x 6 000 L soit 1 200 litres équivalents site 3: 2 000 L soit 400 litres équivalents capacité équivalente =1 600 l	Capacité totale équivalente = 2,8 m ³	NC
	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771		
2910 A		Groupes électrogènes: Puissance de 34 KW (site 1) Puissance de 25KW (site 2)	NC
	Installations de remplissage de récipients de liquide inflammable		
1434		Déclaré : 3,6m ³ /h (site 1 et site 2) capacité équivalente = 0,72 m ³ /h	NC

E : (enregistrement) ; DC : (déclaration soumise à contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation ou à enregistrement à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Article 2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur les communes, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
<u>Site 1 :</u> 10 rue Grande Jeanne 02500 MARTIGNY	190 vaches laitières et/ou mixtes et la suite et 258 bovins à l'engraissement	ZT	34, 35, 58, 59, 62, 63, 64, 94, 96
<u>Site 2 :</u> rue d'en Bas 02140 BANCIGNY		ZD	62, 63
<u>Site 3 :</u> Lieu-dit « Le Champs Gaillard » 08220 ROCQUIGNY		B	27, 28, 29

ARTICLE 3 : CONFORMITÉ AUX MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 4 : CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et passés en enquête publique. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

ARTICLE 5 : DURÉE DE L'ENREGISTREMENT

Le présent arrêté d'enregistrement cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 6.1 - Modifications apportées aux installations :

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 6.2 - Équipements et matériels abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 6.3 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'enregistrement.

Article 6.4 - Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

Article 6.5 - Cessation d'activité

Lorsque l'exploitant met en arrêt définitif une installation classée, il adresse au Préfet, dans les délais fixés à l'article R.512-46-25 du code de l'environnement, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées sinon, et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

En cas de vente des terrains sur lesquels une installation soumise à enregistrement a été exploitée, l'exploitant est tenu d'en informer par écrit l'acheteur.

ARTICLE 7 : RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent enregistrement ne vaut pas permis de construire.

Titre 2. IMPLANTATION ET AMÉNAGEMENT DE L'INSTALLATION

ARTICLE 8 : EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 8.1 - Conception et aménagement des installations :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- nettoyer les voiries après chaque traversée du troupeau pour se rendre aux pâtures ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ;
- prendre les mesures afin d'éviter toutes fuites d'animaux et la divagation des bovins appartenant à l'élevage, par la mise en place de clôtures efficaces et pérennes.

ARTICLE 9 : PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

Les dispositions de cet article ne s'appliquent, dans le cas des extensions des élevages en fonctionnement régulier, qu'aux nouveaux bâtiments d'élevage ou à leurs annexes nouvelles. Elles ne s'appliquent pas lorsqu'un exploitant doit, pour mettre en conformité son installation autorisée avec les dispositions du présent arrêté, réaliser des annexes ou aménager ou reconstruire sur le même site un bâtiment de même capacité.

La distance d'implantation par rapport aux habitations des tiers, aux locaux habituellement occupés par des tiers, aux terrains de camping agréés ou aux zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ne peut toutefois pas être inférieure à 15 mètres pour les créations et extensions d'ouvrages de stockage de paille et de foin et toute disposition doit être prise pour prévenir le risque d'incendie.

Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à :

- au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 200 mètres à chaque bande ;
- au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- au moins 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;
- au moins 500 mètres en amont des piscicultures soumises à autorisation ou déclaration sous la rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté d'autorisation.

Dans le cas des parcours en forte pente et dont les déjections seraient susceptibles de s'écouler directement vers un cours d'eau l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter les pollutions.

Les aires d'abreuvement et de distribution des aliments sont entretenues, aménagées ou déplacées aussi souvent que nécessaire pour éviter la formation de bourbiers et la stagnation des déjections.

Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.

ARTICLE 10 : RÈGLES D'AMÉNAGEMENT DE L'ÉLEVAGE

Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes doit permettre l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage ou de traitement.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, volières, parcours, et des bâtiments des élevages sur litière accumulée.

ARTICLE 11 : INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

ARTICLE 12 : LUTTE CONTRE LES NUISIBLES

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

ARTICLE 13 : INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 14 : DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant :

- les dossiers de demande d'autorisation initial et de modifications apportées à l'installation ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à enregistrement, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le plan d'épandage et le cahier d'épandage accompagnés des analyses des sols:
 - annuelles pour déterminer les reliquats azotés en sortie d'hiver ;
 - et en fonction de la rotation des cultures pour les reliquats phosphorés ;
- l'analyse annuelle des effluents pour déterminer la teneur en azote et phosphore ;
- les rapports des contrôles techniques de sécurité ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, une version papier doit être à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'élevage, constitué le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum 5 ans.

L'exploitant réalisera une analyse annuelle des effluents pour déterminer la teneur en azote et phosphore, ou se référera aux références de type CORPEN.

Titre 3. PRÉVENTION DES RISQUES

ARTICLE 15 : PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

La création d'accès sur les différents réseaux routiers devront faire l'objet de permission auprès des gestionnaires de voirie concernés.

Il conviendra de maintenir à tout moment et en toutes périodes de l'année, un bon état de propreté et de lisibilité des itinéraires empruntés, tant au niveau de la chaussée et de ses dépendances, qu'au niveau de la signalisation verticale.

La circulation des animaux sur la route se fera dans le respect des conditions prescrites dans les articles R.412-44 à R.412-49 du Code de la route.

ARTICLE 16 : INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

Article 16.1 - Accès et circulation dans l'établissement

Les voies de circulation et d'accès sont maintenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour permettre en particulier le passage des engins des services d'incendie.

Article 16.2 - Protection contre l'incendie

Protection interne :

La protection interne contre l'incendie peut être assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fuel ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.

Protection externe :

Concernant l'accessibilité au site

Une voie correspondant aux caractéristiques d'une voie « engins » doit permettre l'accès des engins de secours et de lutte contre l'incendie sur les sites d'exploitation.

Les caractéristiques d'une voie « engins » sont les suivantes :

- largeur libre de 3 mètres minimum, libre de circulation, bandes réservées au stationnement exclues ;
- hauteur libre de 3,50 mètres ;
- force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum ;
- résistance au poinçonnement : 80 N/cm² sur une surface minimale de 0,20 m² ;
- rayon intérieur R de 11 mètres minimum ;
- sur largeur $S = 15/R$ en mètres dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres ;
- pente inférieure à 15 %.

Concernant les moyens de secours externes

Le volume d'eau d'extinction destiné à combattre un incendie sur le plus grand volume en 2 heures est de 120 m³ pour chacun des trois sites.

Cette quantité d'eau peut être fournie indifféremment par :

- des appareils d'incendie alimentés par le réseau de distribution,
- un ou plusieurs points d'eau naturels,
- une réserve artificielle.

Dans ce cas, il est prévu d'assurer la défense incendie par un poteau d'incendie raccordé à un réseau de distribution. Il devra être conforme à la norme NF EN 14384 ou NF 14339, et en particulier présenter pendant au moins 2 heures un débit unitaire minimum de 60 m³/h⁻¹ sous une pression minimale de 1 bar et être situé à moins de 200 mètres du bâtiment.

Dans la négative, et après accord des services d'incendie et de secours, toutes les dispositions complémentaires ou de remplacement devront être prises pour fournir cette quantité d'eau soit par le renforcement des canalisations, soit par la création de réserves d'eau de 120 m³ chacune au moins, accessible en toutes circonstances et correctement signalée (un cours d'eau alimenté correctement en période d'étiage peut, après aménagement, être accepté comme réserve incendie).

Afin d'assurer la mise en œuvre des engins et la manipulation du matériel, il devra être aménagé une aire ou une plate-forme d'aspiration. Leur superficie sera au minimum de 32 m² (8 m x 4 m) pour les auto-pompes.

Cette aire sera aménagée soit sur le sol même, s'il est assez résistant, soit au moyen de matériaux durs : pierre, béton, madriers, etc. Elle sera bordée du côté de l'eau par un talus soit en terre ferme, soit de préférence en maçonnerie ou en madriers ayant pour but d'éviter que, par suite d'une fausse manœuvre, l'engin ne tombe à l'eau. Elle sera établie en pente douce (2 cm par mètre environ) et en forme de caniveau très évasé de façon à permettre l'évacuation constante de l'eau de refroidissement des moteurs.

Doivent être affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant, notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112.

Article 16.3 - Installations techniques

Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.

Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail.

Article 16.4 - Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

ARTICLE 17 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 17.1 - Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 17.2 - Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Article 17.3 - Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Article 17.4 - Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Titre 4. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 18 : PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

En cas de raccordement sur un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie sont prélevés sur le réseau d'adduction.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. La périodicité des relevés des consommations d'eau est annuelle, et adaptée à l'activité de l'élevage et à la consommation prévue.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

ARTICLE 19 : GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales non polluées sont séparées des eaux résiduaires et des effluents d'élevage et peuvent être évacuées vers le milieu naturel ou vers un réseau particulier. Un drain sera installé sur le site de BANCIGNY, pour éviter que les eaux pluviales ne soient rejetées dans la propriété voisine, avec raccordement sur un regard existant.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

ARTICLE 20 : GESTION DES EFFLUENTS

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Article 20.1 - Identification des effluents ou déjections

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou déjections suivants : purin, lisier, fumier, compost, boues de station d'épuration, eaux colorées (brunes, blanches, vertes, lixiviats, jus de silos).

Type d'effluents ou de déjections	Volume ou masse produit annuellement
Fumier bovins	1 523 tonnes
Lisier, lixiviats, et effluents de traite	2 590 m ³

Article 20.2 - Gestion des ouvrages de stockage ou de (pré)traitement : conception, dysfonctionnement

Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

L'exploitant dispose :

site	stockage	capacité/an
MARTIGNY	Fosses de 1 843 m ³ utile	6 mois
BANCIGNY, ROCQUIGNY	Stockage du fumier plus de deux mois sous les animaux en bâtiments	2 mois

1° Ouvrages de stockage

Ces prescriptions s'appliquent à tout élevage situé en zone vulnérable. Tous les animaux et toutes les terres de l'exploitation, qu'ils soient situés ou non en zone vulnérable, sont pris en compte.

Les ouvrages de stockage des effluents d'élevage doivent être étanches. La gestion et l'entretien des ouvrages de stockage doivent permettre de maîtriser tout écoulement dans le milieu, qui est interdit. Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents de sorte qu'aucun écoulement ne se produise dans le milieu naturel.

La capacité de stockage des effluents d'élevage doit couvrir au moins, compte tenu des possibilités de traiter ou d'éliminer ces effluents sans risque pour la qualité des eaux, les périodes minimales d'interdiction d'épandage définies à l'article 23 du présent arrêté, les périodes d'interdiction d'épandage renforcées définies par le programme d'action nitrate en vigueur et tenir compte des risques supplémentaires liés aux conditions climatiques.

La capacité de stockage minimale requise pour chaque exploitation est exprimée en semaines de stockage d'effluents. Elle correspond à la capacité agronomique, telle que calculée à partir de la méthode DEXEL développée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (deuxième alinéa de l'article 7 de l'arrêté du 26 février 2002 relatif aux travaux de maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage) et téléchargeable sur le site internet de l'Institut de l'élevage (http://www.inst-elevage.asso.fr/IMG/pdf/Dexel_Methode_et_referentiel.pdf). La capacité de stockage est définie au niveau de l'exploitation pour chaque type d'effluent.

2° Stockage de certains effluents au champ

Le stockage des effluents au champ respectera les dispositions du programme d'action nitrate en vigueur.

Le tableau suivant indique, en fonction de la fréquence du curage, s'il y a ou non la nécessité de mise en plate-forme de stockage du fumier produit par les animaux.

Type de bâtiment	Fréquence du curage	Mise en plate-forme de stockage
Bovins		
Litière accumulée	Supérieure ou égale à 2 mois	NON
	Inférieure à 2 mois	OUI
Pente paillée	Quotidienne à hebdomadaire	OUI
Stabulation entravée		OUI
Logettes paillées avec plus de 4 kg de paille par animal et par jour		OUI

Article 20.3 - Valeurs limites d'émission des eaux vannes

Les eaux vannes (eaux sanitaires, cuisine, lavage et désinfection) sont traitées et évacuées conformément à la réglementation sanitaire en vigueur.

Titre 5. LES ÉPANDAGES

ARTICLE 21 : RÈGLES GÉNÉRALES

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudices des mesures prévues par le paragraphe 2 de la sous-section 3 de la section 3 du chapitre 1er du titre 1er du livre II du Code de l'Environnement.

Les effluents d'élevage de l'exploitation peuvent être soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal conformément à l'arrêté préfectoral relatif au quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses déjections et/ou effluents sur les parcelles, dont le plan figure en annexe au présent arrêté.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

Type de fertilisants :

Type I (C/N > 8)	Type II (C/N ≤ 8)	Type III
Fertilisants azotés C/N élevé, contenant de l'azote organique et une faible proportion d'azote minéral, tels que les déjections animales avec litière (exemples : fumiers de ruminants et fumiers porcins) et certains produits homologués ou normés d'origine organique. La valeur limite de C/N supérieur à 8, éventuellement corrigée selon la forme du carbone, est retenue comme valeur guide, notamment pour le classement des boues, composts, eaux résiduaires	Fertilisants azotés à C/N bas, contenant de l'azote organique et une proportion d'azote minéral variable, tels que les déjections animales sans litière (exemples : lisiers bovin et porcin, fumiers de volaille, lisiers de volaille, fientes de volaille, digestats bruts de méthanisation), les effluents peu chargés et certains produits homologués ou normés d'origine organique	fertilisants azotés minéraux et uréiques de synthèse y compris en fertirrigation
C/N* à déterminer par le producteur		
Boues urbaines et industrielles déshydratées Digestat de méthanisation Autres effluents		

* rapport carbone/azote

ARTICLE 22 : DISTANCES MINIMALES DES ÉPANDAGES VIS À VIS DES TIERS

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

	DISTANCE MINIMALE	DÉLAI MAXIMAL d'enfouissement après épandage sur terres nues
Composts	10 mètres	Enfouissement non imposé
Lisiers et purins, lorsqu'un dispositif permettant l'injection directe dans le sol est utilisé.	15 mètres	Immédiat
Fumiers bovins et porcins compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois ; Effluents, après un traitement visé à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 7 février 2005* et/ou atténuant les odeurs.	50 mètres	24 heures
Autres fumiers de bovins et porcins ; Fumiers de volailles, après un stockage d'au minimum deux mois ; Fientes à plus de 65 % de matière sèche ; Lisiers et purins, lorsqu'un dispositif permettant un épandage au plus près de la surface du sol du type pendillards est utilisé ; Eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents.	50 mètres	12 heures
Autres cas.	100 mètres	24 heures

* fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du Livre V du code de l'environnement.

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des fientes à plus de 65 % de matière sèche et, d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les

terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, est de 100 mètres lorsque cet épandage est effectué sur prairies et terres en cultures sans enfouissement sous 12 heures.

En dehors des périodes où le sol est gelé, les épandages sur terres nues des effluents sont suivis d'un enfouissement dans les délais précisés par le tableau ci-dessus, à l'exception des composts susvisés.

Les distances minimales définies ci-dessus s'appliquent aux composts élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :

- les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée ;
- la température des andains est supérieure à 55° C pendant 15 jours ou à 50° C pendant six semaines.

L'élévation de la température est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.

Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).

ARTICLE 23 : PÉRIODES MINIMALES D'INTERDICTION D'ÉPANDAGE DES FERTILISANTS AZOTES

Le tableau ci-dessous fixe les périodes minimales pendant lesquelles l'épandage des divers types de fertilisants est interdit. Ces périodes diffèrent selon l'occupation du sol pendant ou suivant l'épandage. Ces périodes s'appliquent à tout épandage de fertilisant azoté en zone vulnérable.

OCCUPATION DU SOL pendant ou suivant l'épandage (culture principale)	TYPES DE FERTILISANTS			
	Type I		Type II	Type III
	Fumiers compacts pailleux et composts d'effluents d'élevage (1)	Autres effluents de type I		
Sols non cultivés	Toute l'année		Toute l'année	Toute l'année
Cultures implantées à l'automne ou en fin d'été (autres que colza)	Du 15 novembre au 15 janvier		Du 1er octobre au 31 janvier (2)	Du 1er septembre au 31 janvier (2)
Colza implanté à l'automne	Du 15 novembre au 15 janvier		Du 15 octobre au 31 janvier (2)	Du 1er septembre au 31 janvier (2)
Cultures implantées au printemps non précédées par une CIPAN ou une culture dérobée	Du 1er juillet au 31 août et du 15 novembre au 15 janvier	Du 1er juillet au 15 janvier	Du 1er juillet (3) au 31 janvier	Du 1er juillet (4) au 15 février
Cultures implantées au printemps précédées par une CIPAN ou une culture dérobée	De 20 jours avant la destruction de la CIPAN ou la récolte de la dérobée et jusqu'au 15 janvier	Du 1er juillet à 15 jours avant l'implantation de la CIPAN ou de la dérobée et de 20 jours avant la destruction de la CIPAN ou la récolte de la dérobée et jusqu'au 15 janvier	Du 1er juillet (3) à 15 jours avant l'implantation de la CIPAN ou de la dérobée et de 20 jours avant la destruction de la CIPAN ou la récolte de la dérobée et jusqu'au 31 janvier	Du 1er juillet (4)(5) au 15 février
	Le total des apports avant et sur la CIPAN ou la dérobée est limité à 70 kg d'azote efficace/ha (6)			

Prairies implantées depuis plus de six mois dont prairies permanentes, luzerne	Du 15 décembre au 15 janvier (7)	Du 15 novembre au 15 janvier (7)	Du 1er octobre au 31 janvier
Autres cultures (cultures pérennes - vergers, vignes, cultures maraîchères, et cultures porte-graines)	Du 15 décembre au 15 janvier	Du 15 décembre au 15 janvier	Du 15 décembre au 15 janvier

(1) Peuvent également être considérés comme relevant de cette colonne certains effluents relevant d'un plan d'épandage sous réserve que l'effluent brut à épandre ait un C/N 25 et que le comportement dudit effluent vis-à-vis de la libération d'azote ammoniacal issu de sa minéralisation et vis-à-vis de l'azote du sol soit tel que l'épandage n'entraîne pas de risque de lixiviation de nitrates.

(2) Dans les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Aquitaine l'épandage est autorisé à partir du 15 janvier.

(3) En présence d'une culture, l'épandage d'effluents peu chargés en fertilisation est autorisé jusqu'au 31 août dans la limite de 50 kg d'azote efficace/ha.

(4) En présence d'une culture irriguée, l'apport de fertilisants de type III est autorisé jusqu'au 15 juillet et, sur maïs irrigué, jusqu'au stade du brunissement des soies du maïs.

(5) Un apport à l'implantation de la culture dérobée est autorisé sous réserve de calcul de la dose prévisionnelle dans les conditions fixées aux III et IV de la présente annexe. Les flots culturaux concernés font ainsi l'objet de deux plans de fumure séparés : l'un pour la culture dérobée et l'autre pour la culture principale. Les apports réalisés sur la culture dérobée sont enregistrés dans le cahier d'enregistrement de la culture principale.

(6) Cette limite peut être portée à 100 kg d'azote efficace/ha dans le cadre d'un plan d'épandage soumis à autorisation et à étude d'impact ou d'incidence, sous réserve que cette dernière démontre l'innocuité d'une telle pratique et qu'un dispositif de surveillance des teneurs en azote nitrique et ammoniacal des eaux lixiviées dans le périmètre d'épandage soit mis en place.

(7) L'épandage des effluents peu chargés est autorisé dans cette période dans la limite de 20 kg d'azote efficace/ha.

Les périodes d'interdiction ne s'appliquent pas :

- à l'irrigation ;
- à l'épandage de déjections réalisé par les animaux eux-mêmes ;
- aux cultures sous abris ;
- aux compléments nutritionnels foliaires.

Les prairies de moins de six mois entrent, selon leur date d'implantation, dans la catégorie des cultures implantées à l'automne ou au printemps.

ARTICLE 24 : MODALITÉ DE L'ÉPANDAGE

Article 24.1 - Origine des effluents à épandre

Les effluents à épandre sont constitués exclusivement de fumiers et lisiers provenant des unités de production de l'établissement. Le volume annuel est évalué à 1 523 t de fumiers et 2 590 m³ d'effluents liquides.

Les déficits en éléments minéraux sont comblés par des apports d'engrais minéraux et/ou par des boues de station d'épuration.

Article 24.2 - Quantité maximale annuelle à épandre à l'hectare

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Les apports azotés, toutes origines confondues (effluents d'élevage, effluents d'origine agroalimentaire, engrais chimique ou autres apports azotés d'origine organique ou minérale), sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation azotée des légumineuses est interdite sauf dans les cas prévus par l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 susvisé.

La production d'azote épanachable sera calculée conformément aux prescriptions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en oeuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole et notamment pour les vaches laitières :

L'azote épanachable des vaches laitières varie significativement selon le temps passé à l'extérieur des bâtiments et notamment à la pâture (volatilisation non soustraite de l'azote excrété et régime alimentaire riche en azote) et selon le niveau de production laitière.

La production laitière est obtenue à partir de la quantité annuelle de lait livrée, y compris en vente directe, divisée par le nombre de vaches laitières présentes dans l'année puis multipliée par le coefficient 0,92 afin de prendre en compte les périodes de tarissement.

Le temps passé à l'extérieur des bâtiments somme :

- le nombre de mois pendant lesquels les animaux sont dehors en continu (jours et nuits). La traite n'est pas décomptée.
- le temps cumulé (exprimé en mois) passé à l'extérieur des bâtiments pendant les périodes où les animaux passent une partie du temps en bâtiments et une autre dehors. La traite est décomptée.

*Production d'azote épanachable par les vaches laitières
(kg d'azote/an/animal présent)*

TEMPS PASSÉ à l'extérieur des bâtiments	PRODUCTION LAITIÈRE (kg lait/vache/an)		
	< 6 000 kg	6 000 à 8 0000 kg	> 8 000 kg
< 4 mois	75 (*)	83 (*)	91 (*)
4 à 7 mois	92 (*)	101 (*)	111 (*)
> 7 mois	104 (*)	115 (*)	126 (*)

(*) Pour la période du 1^{er} septembre 2012 au 31 août 2013, une valeur de 95 kg d'azote/an/vache s'applique aux élevages ayant plus de 75 % de surface en herbe dans la surface fourragère principale

Article 24.3 - Le plan d'épandage

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles qui peuvent faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il doit démontrer que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants :

- l'identification des parcelles (références cadastrales ou tout autre support reconnu, superficie totale et superficie épanachable) regroupées par exploitant ;
- l'identité et adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;
- la localisation sur une représentation cartographique à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;
- les systèmes de culture envisagés (cultures en place et principales successions) ;
- la nature, la teneur en azote et phosphore avec indication du mode d'évaluation de cette teneur (analyses ou références) et la quantité des effluents qui seront épanchés ;
- les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de culture en utilisant des références locales ou toute autre méthode équivalente ;

- le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié. Dans les zones vulnérables, ces périodes sont celles définies par le programme d'action pris en application des articles R.211-80 à R. 211-85 et R.216-10 du code de l'environnement.

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

Article 24.4 - Épandages interdits

L'épandage des effluents d'élevage et des produits issus de leur traitement est interdit à :

- moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ; le préfet peut réduire cette distance jusqu'à 50 mètres pour l'épandage de composts élaborés conformément à l'article 22 (3^{ème} ligne) ;
- moins de 500 mètres en amont des piscicultures soumises à autorisation ou déclaration sous la rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté d'autorisation ;
- moins de 35 mètres des berges des cours d'eau; cette limite est réduite à 10 mètres lorsqu'une couverture végétale permanente de 10 mètres et ne recevant aucun intrant est implantée en bordure du cours d'eau ;
- sur les terrains de forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- les conditions particulières de l'épandage des fertilisants azotés liées à des situations où les sols sont détrempés, inondés, gelés ou enneigés sont définies par le programme d'action nitrate en vigueur.;
- pendant les périodes de fortes pluviosités ;
- sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole ;
- par aéro-aspersion sauf pour les eaux issues du traitement des effluents.

L'épandage par aspersion n'est possible que pour les eaux issues du traitement des effluents. Il n'est pas autorisé pour les eaux issues des élevages bovins si elles n'ont pas fait l'objet d'un traitement. L'épandage par aspersion doit être pratiqué au moyen de dispositifs qui ne produisent pas d'aérosol.

Article 24.5 - Epandages maîtrisés

Les îlots SW3, SW4, SW5, SW6, SW9 situés sur la commune de MARTIGNY (02), l'îlot HW 12 situé sur la commune d'AUTREPPES (02), et l'îlot HW 14 situé sur la commune d'ERLOY (02) sont partiellement ou totalement inondables.

Toutefois, l'épandage sur ces îlots reste envisageable entre le 1^{er} octobre et le 31 mai, période de risque plus important de crue. Tout dépôt ou stockage des produits d'épandage, susceptibles d'être entraînés par les eaux, à proximité des rivières et des fossés, est interdit durant cette période.

Par ailleurs, les îlots HW 13, HW 1, HW 8, HW 17 situés dans les Ardennes, sont en bordure immédiate ou à l'intérieur de périmètres rapprochés de points de captage d'eau potable. Une attention particulière sera apportée sur les épandages au sein de ces îlots.

Article 24.6 - Gestion des résidus de récolte et des repousses, cultures intermédiaires pièges à nitrates

Le taux de couverture des sols pendant la période à risque de lessivage respectera les dispositions du programme d'action nitrate en vigueur.

Titre 6. PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 25 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Les installations de traitement de l'air devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 26 : ODEURS ET GAZ

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs ou de gaz, en particulier d'ammoniac, susceptibles de créer des nuisances de voisinage ou de nuire à la santé, à la sécurité publique ou à l'environnement.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions d'anaérobie dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

Si l'exploitant met en œuvre un traitement destiné à atténuer les nuisances olfactives par utilisation d'un produit à action bactériologique, ou enzymatique, celui-ci sera utilisé conformément aux recommandations du fabricant (fréquence d'utilisation, dose).

Ces recommandations, de même que les justificatifs comptables relatifs à l'achat du produit désodorisant sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 27 : ÉMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les opérations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

ARTICLE 28 : PRINCIPES DE GESTION

Article 28.1 - Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son élevage et en limiter la production.

Article 28.2 - Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques..

Les déchets d'emballage visés par des articles R.543-66 à R.543-72 et R.543-74 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R.543-152 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Article 28.3 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Les déchets spécifiques tels que matériel d'insémination et de chirurgie, et médicaments périmés font l'objet d'un tri sélectif, d'un emballage particulier et sont éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

Une convention pour la prise en charge de déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés est signée avec un opérateur agréé (vétérinaire de l'exploitation ou organisme habilité). Tout changement, modification ou cessation de la convention doit être signalé à l'inspecteur des installations classées.

Article 28.4 - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 28.5 - Cas particuliers des cadavres d'animaux

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.

Titre 7. PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 29 : BRUIT

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE Admissible en db (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 db (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Titre 8. SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

ARTICLE 30 : PROGRAMME D'AUTO-SURVEILLANCE

Article 30.1 - Principe et objectifs du programme d'auto-surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.

ARTICLE 31 : MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

Article 31.1 - Auto-surveillance de l'épandage

Cahier d'épandage

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, doit être tenu à jour.

Il comporte les informations suivantes :

- les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;

- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Le producteur de déchets ou d'effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

ARTICLE 32 : ABROGATION

Le récépissé du 24 octobre 2007 relatif à une déclaration de Monsieur Hervé WOIMANT pour l'exploitation d'un élevage de 30 vaches allaitantes et 40 vaches laitières sur la commune de ROCQUIGNY (08) est abrogé.

ARTICLE 33 : SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Titre 9. CONDITIONS, VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS ET EXÉCUTION

ARTICLE 34 :

Les conditions définies, ci-dessus, pourront être modifiées ou complétées si la protection des intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement le nécessite.

ARTICLE 35 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut être déféré qu'au Tribunal administratif d'Amiens, 14, rue Lemerchier, 80011 AMIENS Cedex 1 :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Ce délai est, le cas échéant, prolongé de six mois à compter de la mise en activité de l'installation ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 36 :

Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-24 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de MARTIGNY (02), BANCIGNY (02) et ROCQUIGNY (08) pendant une durée minimum de quatre semaines.

Les maires de MARTIGNY, BANCIGNY, et ROCQUIGNY (08) feront connaître, par procès verbal adressé à la Direction départementale des territoires - Service de l'environnement - Unité gestion des installations classées pour la protection de l'environnement, déchets - 50 boulevard de Lyon - 02011 LAON CEDEX, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur les trois sites de l'exploitation à la diligence des exploitants de la SCEA GRANDE JEANNE.

Une copie dudit arrêté sera également adressé aux communes de MARTIGNY (02), BANCIGNY (02), SAINT-MICHEL (02), AUTREPPES (02), ERLOY (02), PLOMION (02), JEANTES (02), NAMPCELLES LA COUR (02), BESMONT (02), BUCILLY (02), ROCQUIGNY (08), et LA ROMAGNE (08).

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de Madame Sophie WOIMANT, de Monsieur Hervé WOIMANT et de la SCEA GRANDE JEANNE, dans deux journaux diffusés l'Aisne et dans deux journaux diffusés dans les Ardennes.

ARTICLE 37 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, la secrétaire générale de la préfecture des Ardennes, la sous-préfète de l'arrondissement de VERVINS, le directeur départemental des territoires de l'Aisne, le directeur départemental de la protection des populations de l'Aisne et des Ardennes, l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, les directeurs régionaux de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie et de Champagne-Ardenne, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de MARTIGNY (02), BANCIGNY (02) et ROCQUIGNY (08) et à Madame Sophie WOIMANT, à Monsieur Hervé WOIMANT et à la SCEA GRANDE JEANNE.

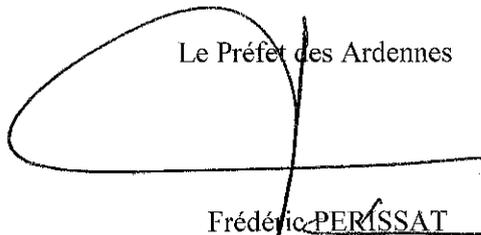
Fait à LAON, le 14 MARS 2014

Fait à CHARLEVILLE-MÉZIÈRES, le 14 MARS 2014

Le Préfet de l'Aisne


Hervé BOUCHAERT

Le Préfet des Ardennes


Frédéric PERISSAT

ARRÊTÉ INTER-PRÉFECTORAL portant enregistrement de l'exploitation par la SCEA GRANDE JEANNE, Madame Sophie WOIMANT et Monsieur Hervé WOIMANT, d'un élevage de 190 vaches laitières et/ou mixtes et de 258 bovins à l'engraissement sur les communes de MARTIGNY (02), BANCIGNY (02) et ROCQUIGNY (08) et de l'épandage des effluents issus de cet élevage sur les communes de MARTIGNY (02), AUTREPPES (02), ERLOY (02) et ROCQUIGNY (08)

ANNEXE 1 : Plan de localisation des installations du site 1 au 1/25 000ième (Plan 1a)

ANNEXE 2 : Localisation des installations du site 1 sur planche cadastrale

ANNEXE 3 : Plan de localisation des installations du site 2 au 1/25 000ième (Plan 1b)

ANNEXE 4 : Localisation des installations du site 2 sur planche cadastrale

ANNEXE 5 : Plan de localisation des installations du site 3 au 1/25 000ième (Plan 1c)

ANNEXE 6 : Localisation des installations du site 3 sur planche cadastrale

ANNEXE 7 : Cartes d'aptitude à l'épandage au 1/25 000ième (Figure 11 & suivantes : 4 cartes)

ANNEXE 8 : Tableau récapitulatif du parcellaire d'épandage (3 pages)

ANNEXE 9 : Localisation de la station d'Hirson – Suivi de la qualité de l'air (Figure 4)

Fait à LAON, le 14 MARS 2014

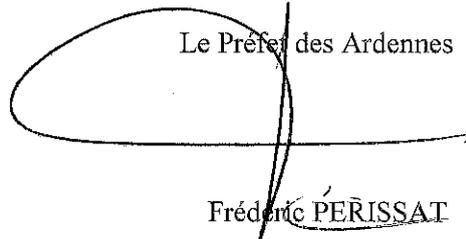
Le Préfet de l'Aisne



Hervé BOUCHAERT

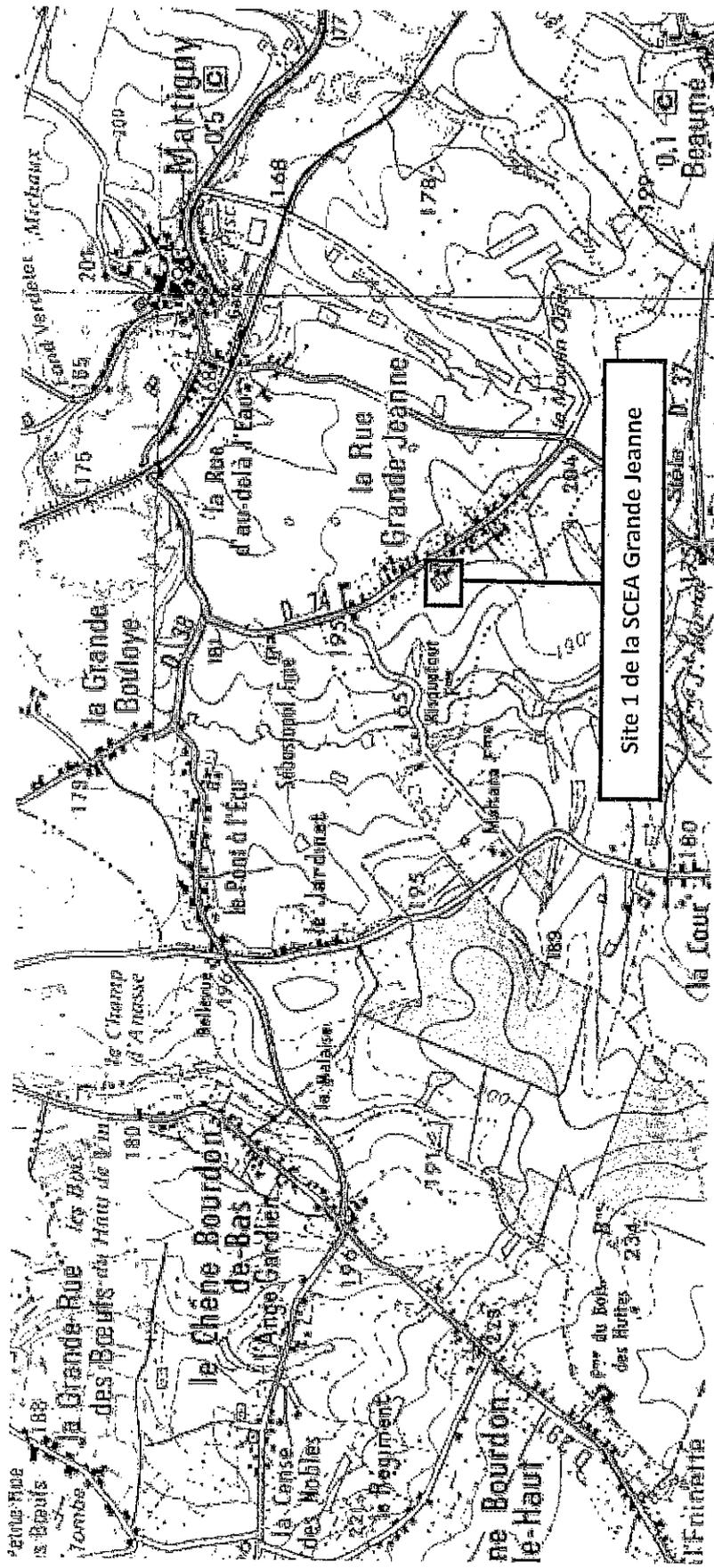
Fait à CHARLEVILLE-MÉZIÈRES, le 14 MARS 2014

Le Préfet des Ardennes

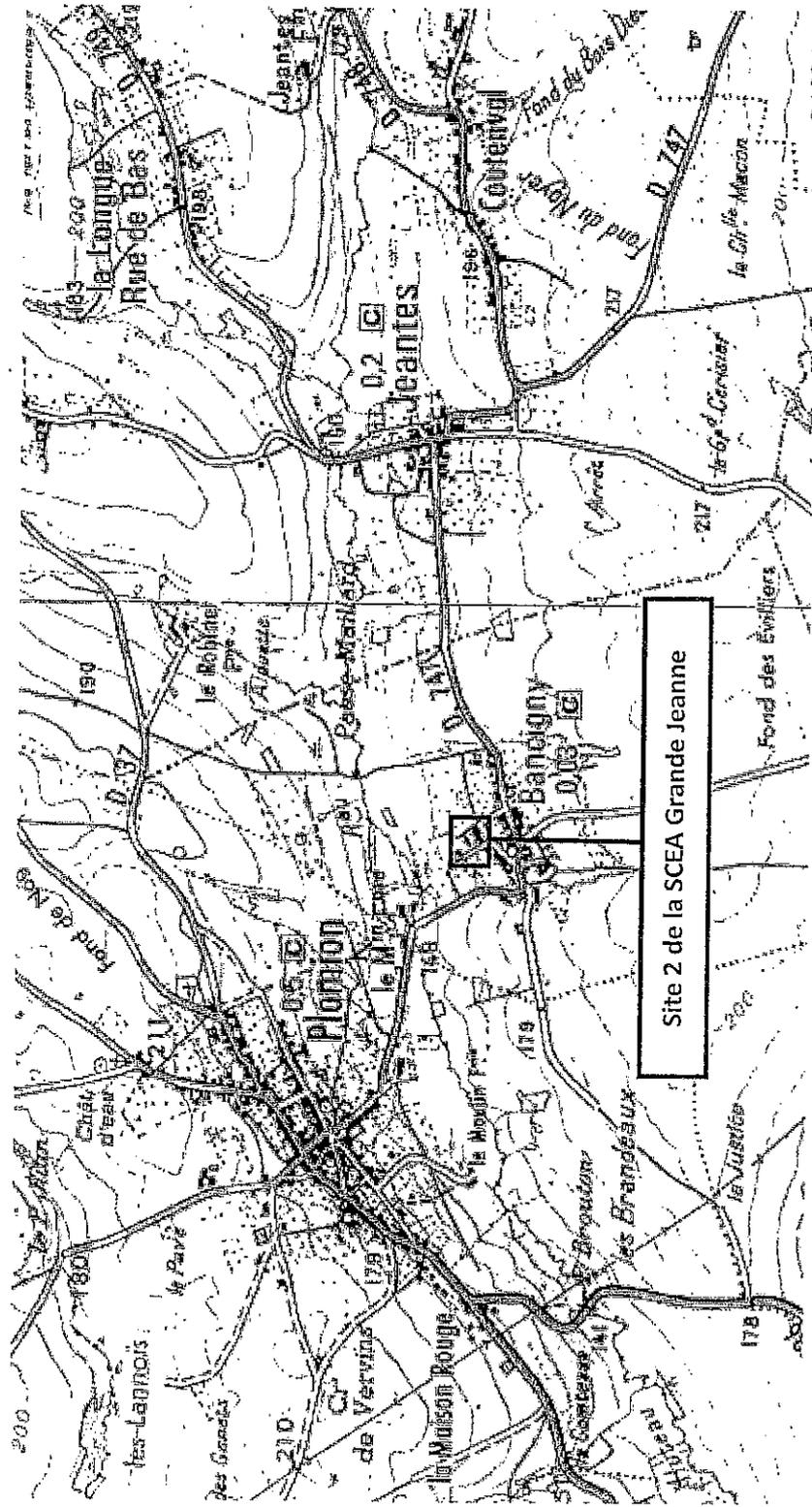


Frédéric PÉRISSAT

Plan n°1a
Plan de localisation du site 1
Echelle 1 / 25 000^{ème}



Plan n°1b
Plan de localisation du site 2
Echelle 1 / 25 000^{ème}



Département : AISNE

Commune : BANCIGNY

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISÉ

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant : HIRSON 2, rue Salvador Allende 02500 HIRSON tél. 03 23 99 26 40 -fax 03 23 99 26 42 cdif.hirson@dgi.finances.gouv.fr

Section : ZD

Échelle d'origine : 1/2000

Échelle d'édition : 1/1000

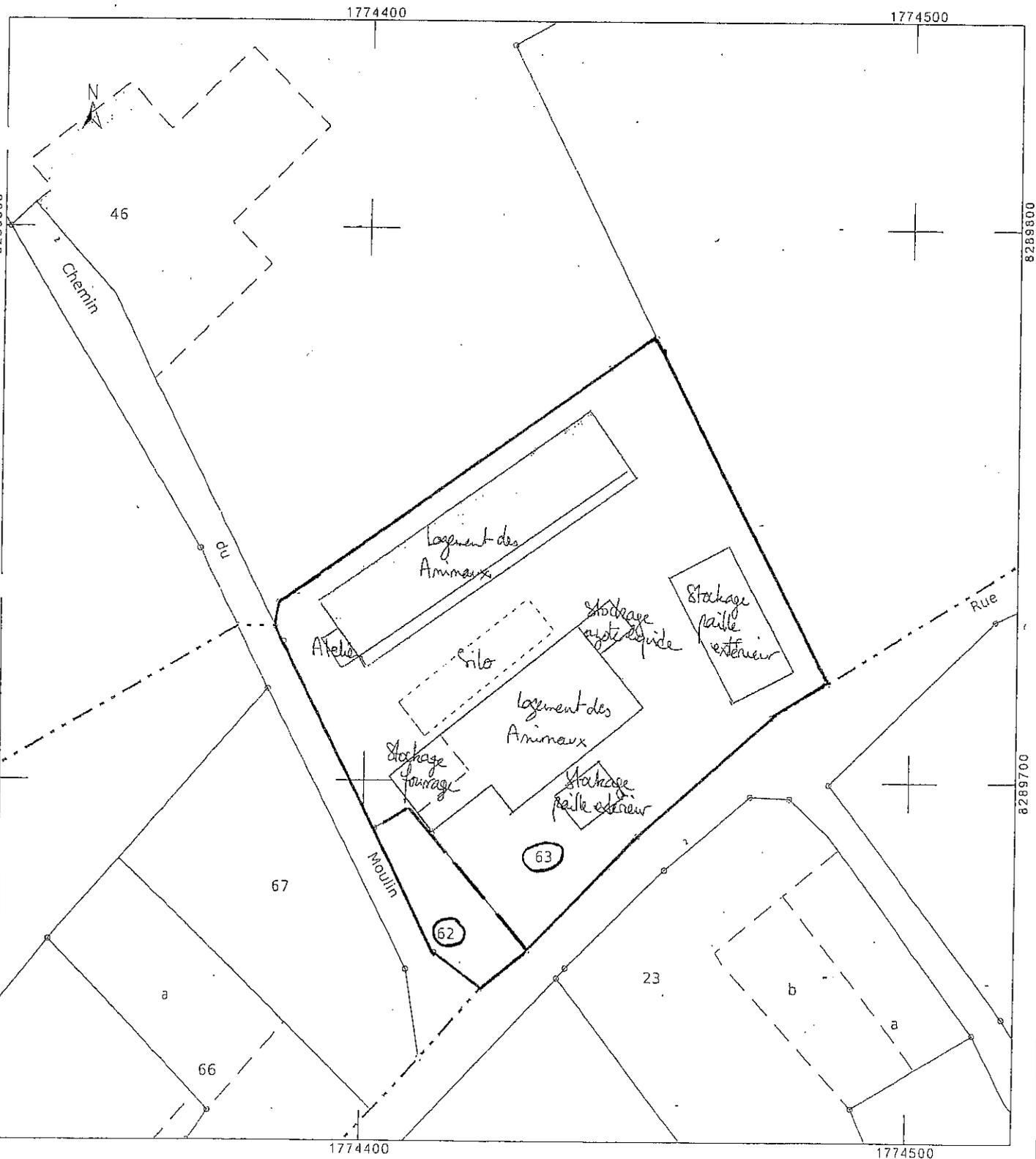
Date d'édition : 08/03/2010 (fuseau horaire de Paris)

SITE 2 Commune de BANCIGNY

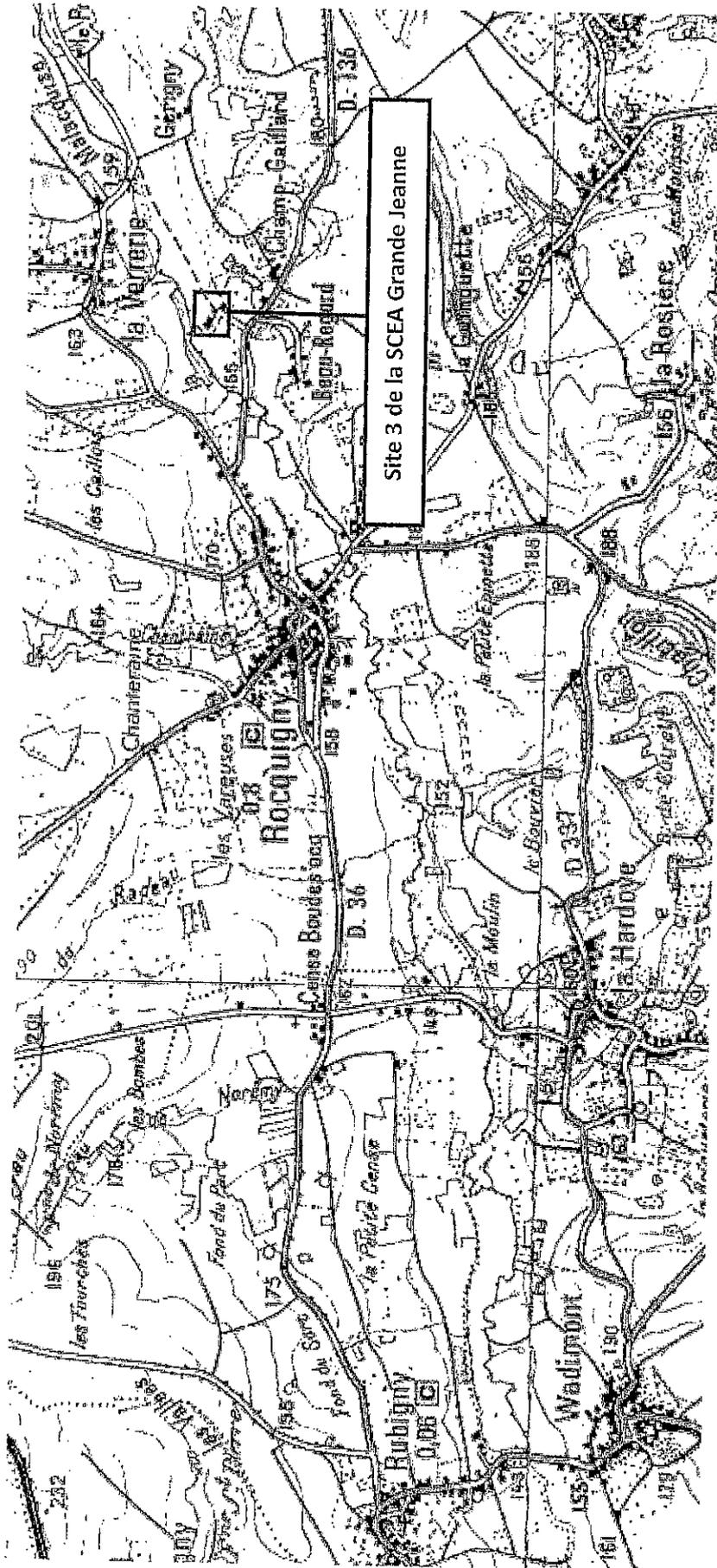
localisation des installations sur planche cadastrale

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Plan n°1c
Plan de localisation du site 3
Echelle 1 / 25 000^{ème}



Département :
ARDENNES

Commune :
ROCQUIGNY

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISÉ

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
RETHEL

SITE 3 Commune de ROCQUIGNY (08)

Annexe 6

Section : 0B

Échelle d'origine : 1/2500

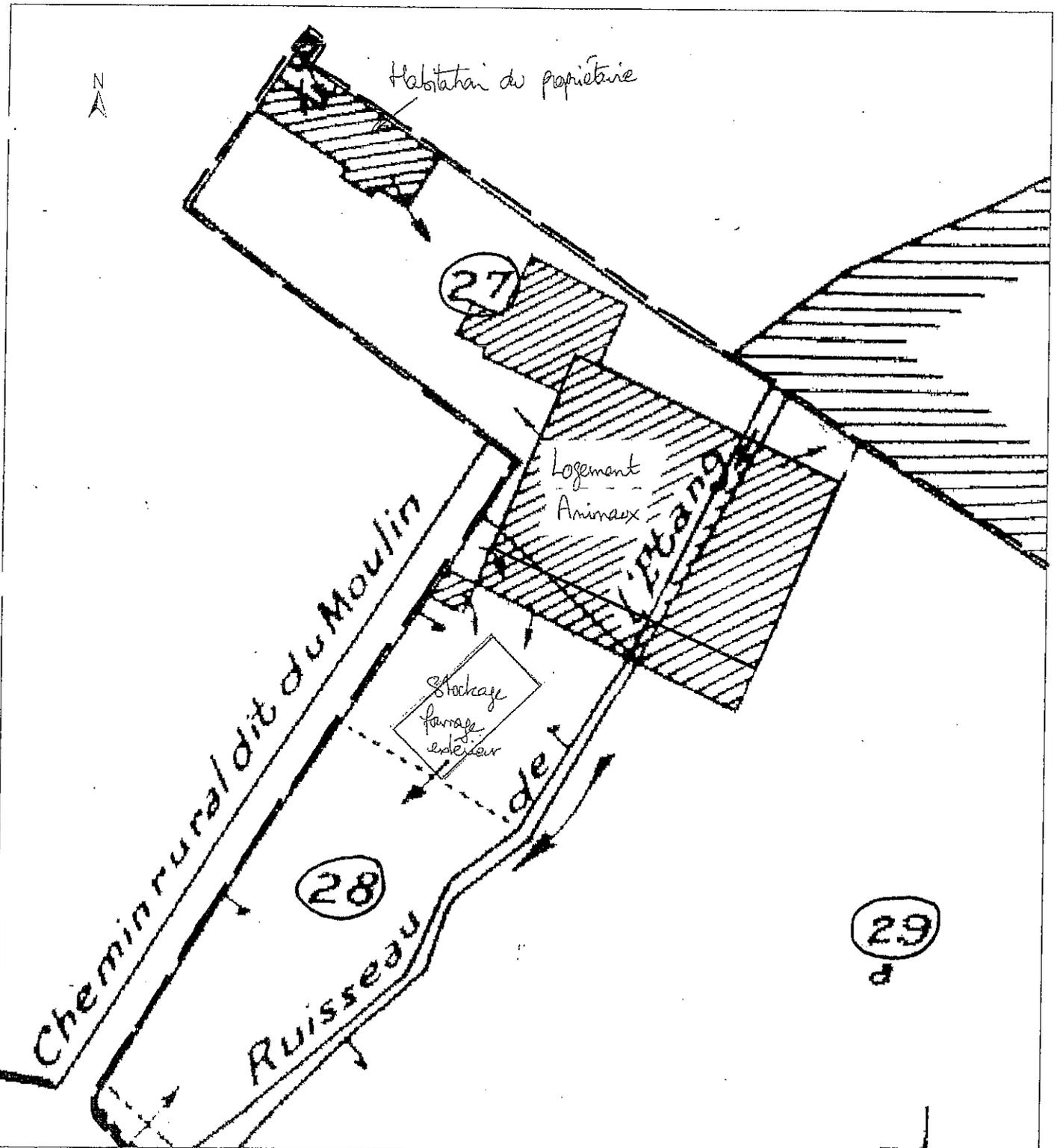
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 08/03/2010
(fuseau horaire de Paris)

Localisation des installations
sur planche cadastrale

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



©2007 Ministère du budget, des comptes
publics et de la fonction publique



Figures 11 et suivantes : Cartes d'aptitude à l'épandage



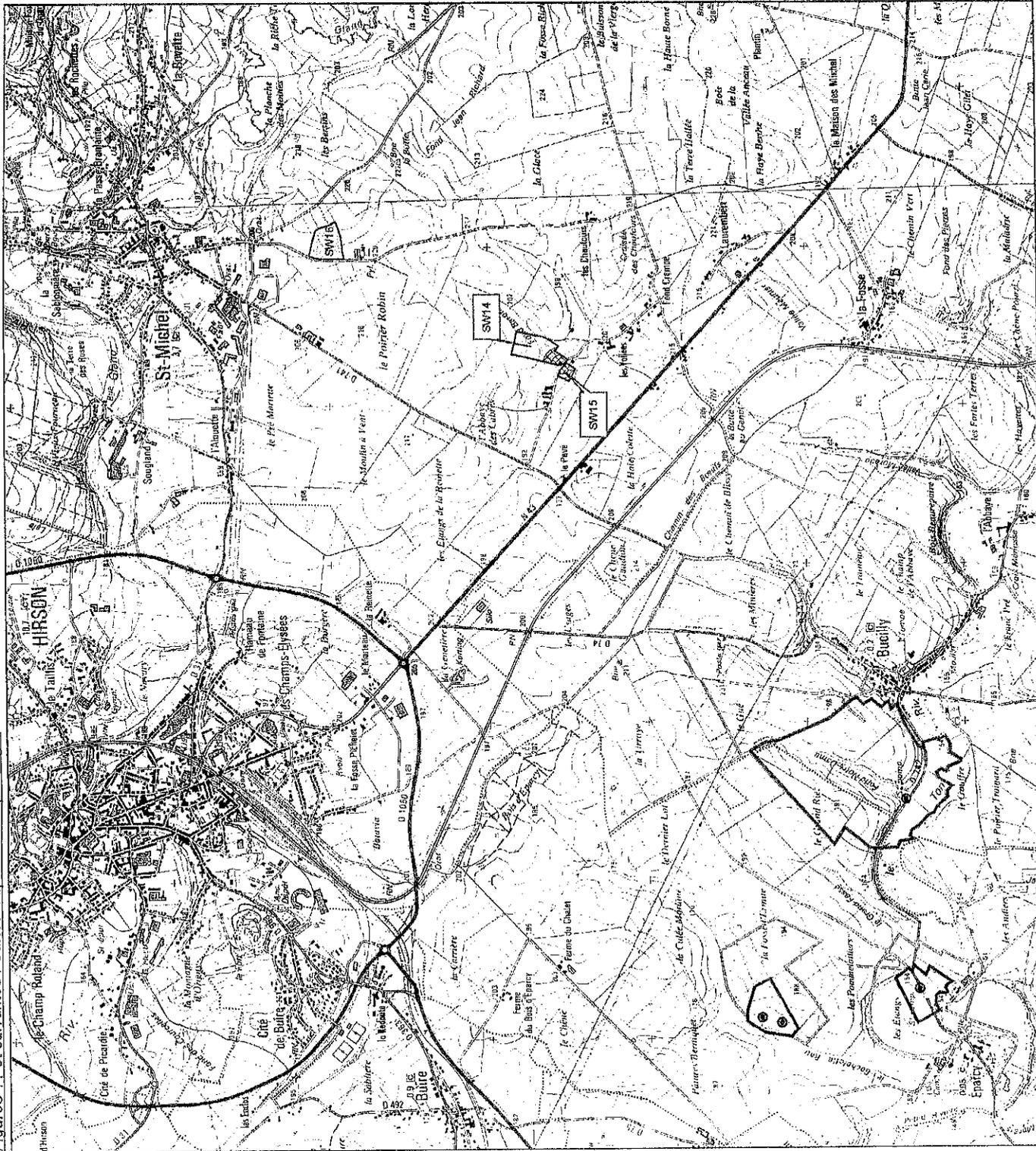
- Corps de ferme
- Tiers
- Limite d'ilot
- Occupation du sol :
 - Prairies
 - Terres labourables
- Aptitude nulle :
 - Proximité Point d'Eau à 10 m
 - Fortes Pentes (>12%)
 - Proximité Activité Humaine à 50 m
 - Proximité Activité Humaine à 100 m
- Aptitude moyenne :
 - Captages
- Périmètres de Protection de Captage d'Eau Potable :
 - Rapprochés
 - Eloignés



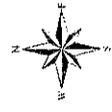
Echelle : 1:25 000



Figures 11 et suivantes : Cartes d'aptitude à l'épandage



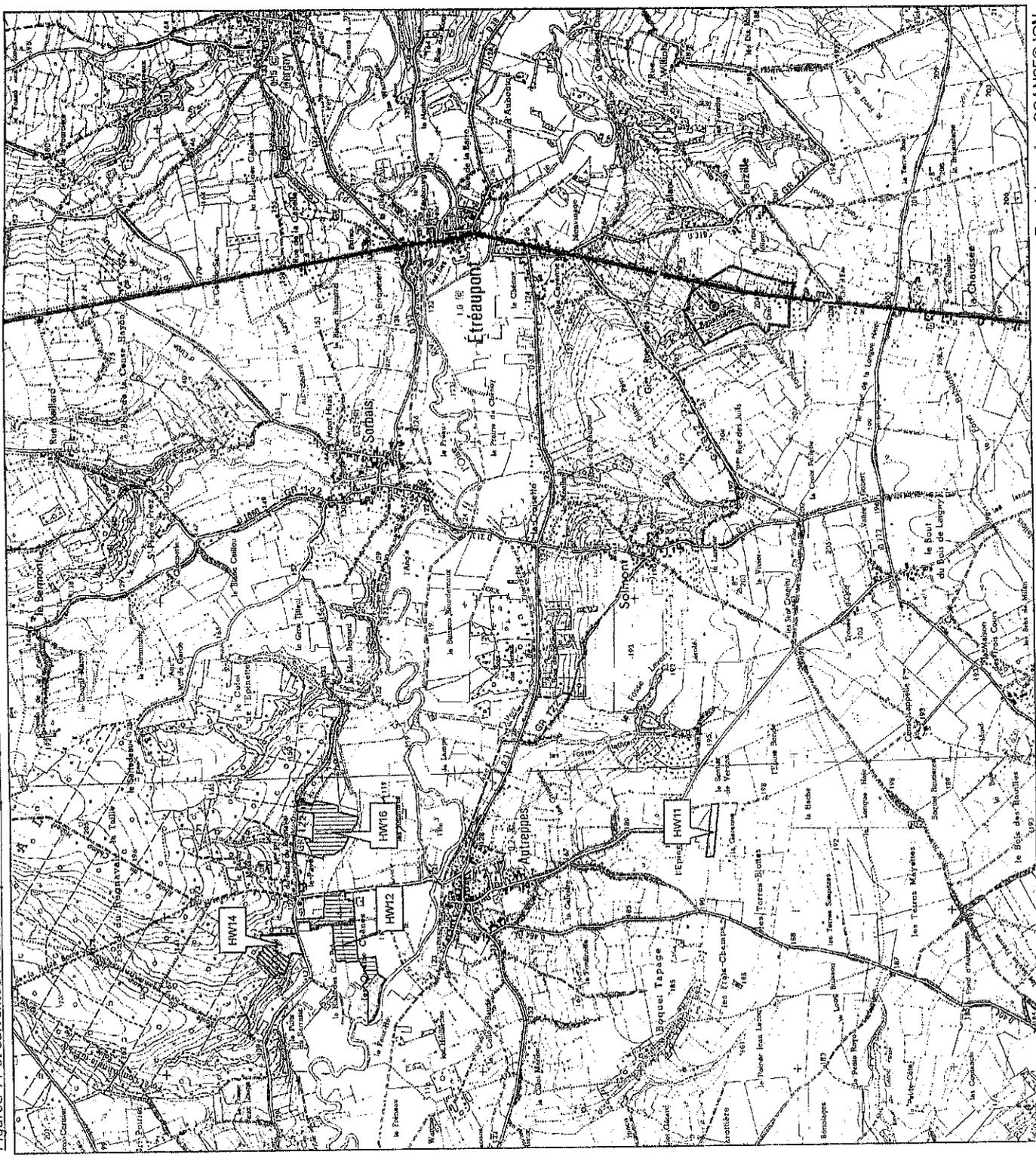
- Tiers
- Limite d'ilot
- Occupation du sol :
 - Terres labourables
- Aptitude nulle :
 - Proximité Activité Humaine à 50 m
 - Proximité Activité Humaine à 100 m
- Captages
- Périmètres de Protection de Captage d'Eau Potable :
 - Rapprochés
 - Eloignés



Echelle : 1,25 000



Figures 11 et suivantes : Cartes d'aptitude à l'épandage.



-  Limite d'îlot
- Occupation du sol :**
 -  Prairies
 -  Terres labourables
- Aptitude nulle :**
 -  Proximité Point d'Eau à 10 m
 -  Fortes Pentes
- Aptitude moyenne :**
 - 
-  Captages
- Périmètres de Protection de Captage d'Eau Potable :**
 -  Rapprochés
 -  Eloignés



Echelle : 1:25 000

Tableau n°35a : Tableau de référence des parcelles

exploitation	n° lot exploitant	n° lot cartographie	références cadastrales	occupation parcelaire	surface totale	surfaces exclues				surface non épanachable listier	surface non épanachable fumier	surface épanachable listier	surface épanachable fumier
						PAH100	PAH50	Pentes	PPE10				
SOPHIE WOIMANT	1	SW1	ZL 42	TL	4,68 ha			0,31 ha		0,31 ha	4,37 ha	4,37 ha	
	3	SW3	ZM 22	PP	4,70 ha	1,06 ha	0,32 ha		0,62 ha		2,70 ha	3,76 ha	
	4	SW4	ZM 47	PP	2,82 ha	0,07 ha		0,42 ha	0,63 ha		1,70 ha	1,77 ha	
	5	SW5	ZN 10	PP	18,47 ha			0,85 ha	1,75 ha		2,60 ha	15,87 ha	
	6	SW6	ZN 11	PP	3,36 ha	0,50 ha	0,03 ha		0,66 ha		1,19 ha	2,17 ha	
	7	SW7	ZP 8, 10	PP	1,07 ha							1,07 ha	1,07 ha
	8	SW8	ZP 1, 60, ZR 1	TL	8,23 ha			0,32 ha		0,32 ha		7,91 ha	7,91 ha
	9	SW9	ZR 1	PP	14,05 ha							14,05 ha	14,05 ha
	9	SW9	ZT 97, 13, ZA 6, ZT 96	AU	0,02 ha							0,02 ha	0,02 ha
	9	SW9	ZT 97, 13, ZA 6, ZT 96	PP	34,05 ha	0,76 ha	0,04 ha	7,26 ha	0,54 ha		8,60 ha	22,45 ha	23,21 ha
	11	SW11	ZT 97, 96, 98, 100	AU	0,06 ha							0,06 ha	0,06 ha
	13	SW13	ZO 18, 23, 19	PP	9,20 ha	0,80 ha	0,21 ha				1,01 ha	8,19 ha	8,99 ha
	14	SW14	ZO 19, 23	PP	15,33 ha	0,58 ha	0,10 ha				0,68 ha	14,65 ha	15,23 ha
	14	SW14	ZV 6, 45	AU	0,02 ha							0,02 ha	0,02 ha
	15	SW15	ZO 19, 23	TL	7,92 ha	1,28 ha	0,28 ha				1,56 ha	6,36 ha	7,64 ha
	16	SW16	ZV 6, 45	TL	4,42 ha	0,49 ha	0,43 ha				0,92 ha	3,50 ha	3,99 ha
HERVE WOIMANT	1	SW15	ZR 4	TL	0,72 ha	0,36 ha	0,36 ha			0,72 ha	0,00 ha	0,36 ha	
	1	SW16	B 1, 29, 42 à 48	TL	2,84 ha						2,84 ha	2,84 ha	
	1	HW1	B 7 à 22, 30 à 38, 333	PP	17,46 ha	0,63 ha	0,21 ha		2,05 ha		2,89 ha	14,57 ha	
	2	HW2	B 7 à 22	TL	5,61 ha						1,05 ha	4,56 ha	
	2	HW2	B 42 à 48	PT	0,62 ha							0,62 ha	
	2	HW2	B 427 à 430, 447 à 450, 460	PP	2,56 ha							2,56 ha	
	3	HW3	B 70	PP	6,76 ha	0,43 ha	0,13 ha		0,72 ha		1,28 ha	5,48 ha	
	3	HW3	B 69	PT	1,97 ha							1,97 ha	
	3	HW3	B 66, 67, 68	PP	0,36 ha							0,36 ha	
	3	HW3	B 66, 67, 68	TL	1,40 ha							1,40 ha	

PAH50 = Proximité d'Activités Humaines à 50 mètres / PAH100 = Proximité d'Activités Humaines à 100 mètres / PPE10 = Proximité cours d'eau (moins de 10 m)
 PP : prairies permanentes / TL : terres labourables / AU : autres utilisations (surfaces occupées par des chemins, bâtiments et/ou tas de fumier)

Tableau n°35b : Tableau de référence des parcelles

exploitation	n° lot exploitant	n° lot cartographie	références cadastrales	occupation parcellaire	surface totale	surfaces exclues				surface non épanchable listier	surface non épanchable fumier	surface épanchable listier	surface épanchable fumier
						PAH100	PAH50	Pentes	PPE10				
HERVE WOIMANT	4	HW4	B 108, 109	PP	0,64 ha						0,64 ha	0,64 ha	
	5	HW5	B 129 à 131, 298	PP	0,70 ha						0,70 ha	0,70 ha	
	6	HW6	B 137 à 145	PP	2,71 ha			0,19 ha		0,19 ha	2,52 ha	2,52 ha	
	7	HW7	B 373, 375, 365, 577	PP	1,05 ha			0,13 ha		0,13 ha	0,92 ha	0,92 ha	
			B 471, 472, 469	TL	1,81 ha						1,81 ha	1,81 ha	
			B 471, 472	TL	0,15 ha						0,15 ha	0,15 ha	
	8	HW8	A 161 à 164, 171, 176, 177, 189, 194	PP	7,62 ha						7,62 ha	7,62 ha	
	9	HW9	D 348 à 356, 465, 468	PP	1,83 ha	0,20 ha	0,14 ha	0,05 ha		0,39 ha	1,44 ha	1,64 ha	
	10	HW10	D 311 à 314	PP	2,27 ha	0,70 ha	0,19 ha			0,89 ha	1,38 ha	2,08 ha	
	11	HW11	ZD 9, 10	TL	0,82 ha						0,82 ha	0,82 ha	
	12	HW12	ZB 14, ZB 5, 6, 16, ZA 64	TL	0,82 ha						0,82 ha	0,82 ha	
	13	HW13	F 169, 171	PP	11,13 ha						10,34 ha	10,34 ha	
	14	HW14	A 129	PP	2,03 ha			0,79 ha		0,79 ha	1,95 ha	1,95 ha	
	15	HW15	E 401, 402, 403, 746, 493 à 499, 750, 748, 583 à 586	PP	5,08 ha			2,42 ha		2,65 ha	2,43 ha	2,43 ha	
	16	HW16	A 349, 350	PP	10,54 ha					0,90 ha	9,64 ha	9,64 ha	
	17	HW17	B 6	TL	9,07 ha						9,07 ha	9,07 ha	
	19	HW19	E 395 à 398, 517, 572	PP	5,65 ha			0,25 ha		0,25 ha	5,40 ha	5,40 ha	
			E 479, 480, 481, 578, 484, 609	AU	0,02 ha						0,02 ha	0,02 ha	
	20	HW20	D 271, A 260	PP	4,24 ha			0,24 ha		0,24 ha	4,00 ha	4,00 ha	
	21	HW21	D 397	PP	3,40 ha	0,33 ha		0,20 ha		0,53 ha	2,87 ha	3,20 ha	
	22	HW22	ZA 37	PP	1,80 ha						1,80 ha	1,80 ha	
	23	HW23	E 267	PP	0,69 ha						0,69 ha	0,69 ha	
	24	HW24	E 374 à 376, 380 à 383, 670, 663	PP	3,95 ha						3,95 ha	3,95 ha	
	25	HW25		PP	0,57 ha	0,27 ha	0,28 ha			0,55 ha	0,02 ha	0,29 ha	
					PP	8,24 ha					8,24 ha	8,24 ha	

PAH50 = Proximité d'Activités Humaines à 50 mètres / PAH100 = Proximité d'Activités Humaines à 100 mètres / PPE10 = Proximité cours d'eau (moins de 10 m)
 PP : prairies permanentes / TL : terres labourables / AU : autres utilisations (surfaces occupées par des chemins, bâtiments et/ou tas de fumier)

Tableau n°35c : Tableau de référence des parcelles

exploitation	n° lot exploitant	n° lot cartographie	références cadastrales	occupation parcellaire	surface totale	surfaces exclues				surface non épanchable listier	surface non épanchable fumier	surface épanchable listier	surface épanchable fumier	
						PAH100	PAH50	Pentes	PPE10					PPE35
HERVE WOJMIANT	26	HW26	E 472, 473, 468, 469, 477	PP	2,34 ha							2,34 ha	2,34 ha	
	27	HW27	D 338, 339	PP	0,47 ha							0,47 ha	0,47 ha	
	28	HW28	D 39	PP	1,02 ha							0,95 ha	0,95 ha	
	29	HW29	B 216	PP	0,49 ha			0,07 ha				0,49 ha	0,49 ha	
	30	HW30	B 231, 244	PP	0,88 ha							0,88 ha	0,88 ha	
	31	HW31	C 194, 195, 558, 648	PP	7,18 ha	1,48 ha	0,40 ha				1,88 ha	0,40 ha	5,30 ha	6,78 ha
XAVIER WOJMIANT	1	XW1	ZD 12, 16	TL	2,50 ha					0,08 ha		2,42 ha	2,50 ha	
				TL	1,25 ha								1,25 ha	1,25 ha
				TL	1,33 ha									1,33 ha
	2	XW2	ZH 7, 8, 36, 37, ZC 24, 25	TL	9,70 ha								9,70 ha	9,70 ha
				AU	0,05 ha								0,05 ha	0,05 ha
				TL	3,18 ha									3,18 ha
	3	XW3	ZE 34	TL	6,17 ha								6,17 ha	6,17 ha
				PP	0,43 ha	0,16 ha	0,24 ha						0,03 ha	0,19 ha
				TL	4,22 ha	0,81 ha	0,33 ha						3,08 ha	3,89 ha
	6	XW6	ZD 31, 32	PP	1,94 ha	0,49 ha	0,55 ha						0,00 ha	0,39 ha
				AU	0,10 ha								0,10 ha	0,10 ha
	7	XW7	ZD 28, 49, 61	PP	2,55 ha	0,89 ha	0,55 ha							0,98 ha
AU				0,05 ha						0,13 ha			0,05 ha	0,05 ha
8	XW8	ZR 23, 49	TOTAL	297,48 ha	12,37 ha	4,89 ha	11,58 ha	10,23 ha		1,05 ha	27,75 ha	257,36 ha	269,73 ha	

PAH50 = Proximité d'Activités Humaines à 50 mètres / PAH100 = Proximité d'Activités Humaines à 100 mètres / PPE10 = Proximité cours d'eau (moins de 10 m)
 PP : prairies permanentes / TL : terres labourables / AU : autres utilisations (surfaces occupées par des chemins, bâtiments et/ou tas de fumier)

Figure 4 : Localisation de la station d'Hirson - Station de suivi de la qualité de l'air la plus proche des 3 sites (échelle : 1/256 000ème)

